

Pouvoir d'emprunt

Dans l'intervalle, comme le député de Battlefords-Meadow Lake l'a si bien dit, avec cette dernière mesure, il a brisé tous les records pour les emprunts contractés par habitant, soit 51.83 milliards de dollars depuis juin 1982. C'est 4 milliards de dollars par mois. Ce n'est pas si mal. Pourquoi, me dira-t-on, est-ce que je cite ce chiffre? Pourquoi est-ce que je parle de cette rage d'emprunter, de cette façon d'hypothéquer notre avenir? Pourquoi est-ce que je cite ces chiffres en parlant du ministre du Revenu national? Je vais vous le dire, monsieur le Président. Je le fais pour attirer l'attention de la Chambre sur le cas d'une petite entreprise qui a été prise à partie par le ministère du Revenu national pour la somme de \$60,000. C'est la somme qu'elle doit payer parce qu'elle a omis de rembourser les retenues fiscales sur les salaires. Elle a reconnu avoir mal fait. C'était pour elle une question de priorité. Le ministère est passé à l'action. Cette triste histoire est parue dans les journaux d'aujourd'hui. Il s'agit de la Kitcraft Enterprises Ltée. Elle est située dans la circonscription du ministre des Transports (M. Pepin). Où était-il quand on s'est attaqué à cette compagnie, je vous le demande? Le fisc est intervenu et s'est efforcé de percevoir \$60,000. Il a agi ainsi alors même qu'il savait pertinemment que les dirigeants de l'entreprise, forts de l'appui de la banque, négociaient un nouvel emprunt auprès de la Société de développement de l'Est de l'Ontario. Où en sont les choses à l'heure actuelle? Si l'entreprise fait faillite à cause de l'intervention du ministre du Revenu national, le gouvernement perdra les \$60,000. En l'occurrence, les 20 employés actuels et les autres n'obtiendront pas la sécurité d'emploi. Ce n'est pas ainsi qu'on vient en aide à une petite entreprise qui s'efforce de se tirer elle-même d'un mauvais pas. Je vous dirai tout net qu'un gouvernement qui se comporte ainsi et qui sans sourciller me demande de l'autoriser bon gré mal gré à emprunter 14 milliards de dollars ferait mieux de réorganiser sérieusement ses priorités. Ces 14 milliards que le gouvernement veut emprunter et qui viendront s'ajouter à son déficit ne sont pas propices à un climat où les déficits ne seraient plus pour les petites et les grandes entreprises un obstacle aux investissements et aux agrandissements.

J'ai écouté attentivement l'exposé budgétaire du ministre des Finances. J'ai essayé d'y trouver des mesures qu'il aurait dû prendre, pour éponger le déficit non pas en une semaine, un mois, un an ou même deux, mais du moins s'y essayer, comme l'a fait mon compagnon de banquette, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui, à sa façon, a entrepris en 1979 de s'attaquer au déficit. Mais la différence entre 1979 et 1983, c'est que ces années sont à jamais perdues. Cela, les ministériels le savent. Je me ronge les freins à lire dans la presse comment le gouvernement saigne à blanc le contribuable, accule à la faillite des entreprises pour aussi peu que \$60,000, geste qui ne lui rapportera strictement rien. En effet, il ne percevra pas un sou pour cela. Mais en même temps, le gouvernement a le culot de demander à la Chambre d'approuver à la légère un emprunt usuraire qui sera utilisé à des fins condamnables, car il ne servira en rien à réduire l'ampleur du déficit. Le gouvernement n'a effectivement pris aucune initiative pour éponger ce déficit. J'ai ensuite lu le budget en question qui, sur le plan de nos ressources humaines . . .

M. Lang: Et la création d'emplois?

M. Baker (Nepean-Carleton): Le secrétaire parlementaire parle de la création d'emplois. Si le secrétaire parlementaire avait lu le budget du ministre des Finances, il aurait appris que

le ministre des Finances ne prévoit pas de variation sensible du taux de chômage au cours de la période visée par le budget et que les parlementaires vont voir défiler dans leur bureau continuellement des Canadiens dont le gouvernement a oublié d'assurer l'avenir. Je veux parler des jeunes, ceux de 14 à 25 ans dont tous les statisticiens vous diront qu'ils n'ont aucun espoir de voir leur sort s'améliorer. Je suis d'un naturel optimiste. J'ai écouté la présentation du budget, j'ai entendu les acclamations et les applaudissements, mais j'ai aussi pris connaissance de certains chiffres sur le chômage. J'ai notamment lu dans le *Star* de Toronto un article de Jack McArthur où l'on disait ceci:

Il est vrai que le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans atteint des proportions catastrophiques.

Après quoi M. McArthur ajoutait ceci:

Mais il n'a pas augmenté plus rapidement . . .

Voilà une bien maigre consolation. M. McArthur ne nous dit pas que le taux de chômage va baisser. Il dit au contraire qu'il va augmenter et qu'il va se maintenir. Nous nous sommes habitués à ces taux élevés, à ce qui est une situation inacceptable. Ces chiffres et cette situation ne nous touchent plus. Pour ma part, ils continuent de me toucher. J'estime que c'est une honte. Avant de venir réclamer des parlementaires qu'ils l'autorisent à emprunter tout cet argent, le gouvernement ferait mieux de prendre des mesures en faveur de tous ces chômeurs, en faveur de la petite entreprise dont j'ai parlé et de tous les Canadiens et chefs d'entreprises qui se retrouvent lésés après toutes ces années de gouvernement libéral.

• (1700)

M. Stan Schellenberger (Wataaskiwin): Monsieur le Président, je me félicite de l'intervention du député de Nepean-Carleton (M. Baker) qui, selon moi, a très bien présenté les choses au ministre. En tant qu'agriculteur, j'ai dû m'adresser à la banque très souvent depuis quelque temps, afin d'essayer de sauvegarder mon entreprise. Le banquier est de plus en plus réticent à dire oui. En fait, la prochaine fois il pourrait très bien m'opposer un refus. Nous savons tous que chaque particulier ne peut emprunter plus qu'un certain montant, pourtant le gouvernement, au cours de cette session du Parlement, n'a cessé de demander aux députés de lui accorder de plus en plus d'argent pour des programmes. Sauf erreur, il nous a demandé des pouvoirs d'emprunt supplémentaires à sept reprises.

J'ai écouté mon grand-père et mon père parler de la récession et de la dépression des années 30 et comment ils ont grandi en sachant se contenter de peu. Ils devaient dépenser avec parcimonie et bien planifier leurs entreprises, afin qu'il leur reste quelque chose si les temps devenaient durs. Cette génération de l'épargne s'est préparée à des temps difficiles. Il se peut que le premier ministre de l'Alberta ait eu une certaine expérience à cet égard. Il a créé le Heritage Trust Fund au début des années 70, alors que les choses allaient très bien. Jusqu'en 1980, des revenus supplémentaires venaient chaque jour grossir les coffres de l'Alberta. On a alors décidé que la période de vaches grasses ne pourrait peut-être pas durer toujours et qu'il fallait mettre de côté, pour les temps difficiles, de l'argent qui n'était pas nécessaire à l'époque et risquait d'emballer l'économie. Maintenant, l'Alberta tire profit de cette décision et elle utilise ce fonds pour aider sa population. En ce qui a trait au chômage, l'Alberta souffre autant que les